

Projet d'usine de 5000 porcs à Ars

Avertissement

Le rédacteur de la présente est farouchement opposé aux élevages intensifs de toute nature et en tous lieux. Il est fort probable, même s'il s'en défend et prétend à un minimum d'objectivité dans cette volonté de faire un compte-rendu pour les absents, que son texte traduise sa pensée. Cette lecture n'est donc pas recommandée à celui qui veut continuer à avancer sans s'inquiéter de l'état de la route ni où elle mène. Comme en plus le texte est un peu long, je suggère aux tenants du « jusque là ça va » d'aller arracher une haie inutile ou épandre un peu de round up contre les mauvaises herbes plutôt que de s'infliger cette graine d'ulcère.

Les bases

Nous avons été informés tardivement du projet de transformation d'une porcherie à Ars par des habitants adhérents du Ring. Compte tenu de l'importance du projet, une enquête d'utilité publique a été ordonnée avec un commissaire enquêteur, le tout dans le respect des lois en vigueur sur les élevages intensifs. Lesquelles lois, sous l'impulsion des lobbies agricoles tant en France qu'au niveau européen, font la part belle à l'agro-industrie.

Nous avons attendu que se monte un collectif à Ars pour « entrer dans la danse » et leur apporter notre soutien et notre aide à la hauteur du dossier.

Nous avons été ainsi nombreux à nous mobiliser samedi 12 mars et à aller à Ars où avait lieu la dernière réunion publique du commissaire enquêteur (un ancien de la SAFER ?), pour lui faire part de notre refus de voir s'installer une usine à porcs sur notre territoire.

Devant l'importance de la mobilisation citoyenne, le maire d'Ars, M Richard PACCAUD, a proposé une réunion d'information publique vendredi 18 mars à la salle polyvalente. S'il l'a souhaitée tournée vers et pour les habitants d'Ars, il a accepté les habitants des communes limitrophes, forcément impactés. C'est tout à son honneur et nous soulignons à ce stade son ouverture d'esprit, refusant de s'enfermer dans une posture, acceptant que s'instaure un dialogue et permettant aux participants inquiets de s'exprimer. S'il n'a pas résisté à quelques dérapages verbaux dans la chaleur du débat et face à des opposants parfois virulents ou outranciers, il a bien tenu sa fonction.

Trois défauts majeurs cependant dans les règles du jeu de cette soirée :

1. Une tribune avec seulement les partisans du projet, trois membres de la société demandeuse et un élu du canton dont on pourra déplorer l'absence de neutralité. Personne du collectif opposant à la tribune, créant ainsi un déséquilibre par ce traitement inégalitaire. Relégué dans la salle, le collectif opposant aura toutes les peines du monde à se faire entendre, à structurer son propos et à résister aux invectives de personnes peu ouvertes à un débat démocratique avec un représentant souvent agressif (sans doute lié au trac et à la pression de la salle). On aura tout au long le sentiment, par la configuration de la salle et la composition de la tribune, d'un faux débat, avec des gens qui nous « prennent de haut », ce qui échauffera inutilement les esprits. C'est une bonne leçon pour ce collectif naissant ; il devra veiller à l'avenir à pouvoir intervenir à égalité et en toute impartialité dans un débat contradictoire ou le refuser au risque d'être ridiculisé ou inaudible.
2. Le maire tenait le micro de la salle qu'il tendait à son bon gré, technique éprouvée de contrôle de débat permettant de choisir à qui donner la parole. S'il ne l'a pas forcément calculé, c'est ainsi que la salle l'a perçu, avec des gens qui demandaient la parole sans succès pendant que d'autres la prenaient sans respect, générant confusion, propos inaudibles, déstructuration du débat et esprits qui s'échauffent.
3. Un déroulement annoncé en deux temps avec en premier la parole aux industriels censés nous présenter le projet puis un temps de débat avec la salle. Mais ils se sont lancés dans une présentation *power point* interminable, face à des gens qui pour être présents savaient déjà peu ou

prou de quoi il s'agissait et qui ont fini par interrompre le monologue et à demander des précisions, donnant un sentiment de frustration à tous, opposants et partisans. Un résumé de l'état du dossier, par un animateur/arbitre neutre tenant du micro aurait été plus judicieux.

Présentation de la Porcherie.

Il y avait quelque chose de surnaturel dans cette présentation dont l'objectif est de nous vendre la mariée. Dans le timing d'abord puisque l'enquête publique est bouclée depuis une semaine. Elle aurait dû avoir lieu deux mois plus tôt pour instruire les habitants, leur donner le temps de s'informer, de questionner et de se faire une opinion motivée. Venant a posteriori, elle s'adresse à des habitants qui, s'ils ont pris la peine de se déplacer, sont déjà plus ou moins informés et viennent chacun avec leurs convictions et partis pris. Beaucoup avaient soit potassé (sic) leur sujet, soit une activité professionnelle leur donnant un avis d'expert sur tel ou tel point (dans la chimie, dans la santé, dans la formation agricole etc.) les amenant à des questionnements pertinents remettant en question les allégations des industriels, soit une fibre écologique voire une opinion éprouvée de ce genre de projets (comme votre serviteur et je l'imagine la majorité des adhérents du Ring sauf à avoir assez mal communiqué sur les fondements de notre coopérative).

Le premier à prendre la parole est le PDG du groupe CIRHYO, M. Francis LE BAS promoteur du projet. Un groupe tentaculaire, avec intégration verticale de la filière porc, 233 millions de chiffre d'affaires et 3.4 millions de résultat net. La crise porcine n'est pas pour tous. Président de plusieurs sociétés, vice président d'un syndicat du porc, il est un maillon important de ce qu'est devenue l'agriculture française, on pourrait parler de désastre. Il aura d'ailleurs un mot génial pour qualifier la crise porcine française. Elle n'est pas due pour lui à des choix désastreux depuis les ministères agricoles Pisani, Chirac et tant d'autres, la PAC, la FNSEA qui a produit tant de ministres de l'agriculture dévoués et sans parti pris etc. Non, « c'est à cause de l'embargo russe ». Traduction. La France accuse la Russie d'avoir envahi l'Ukraine et décide, avec quelques alliés dont les américains, d'un embargo sur les produits russes. En réaction la Russie décide d'un embargo sur les produits français. C'est de bonne guerre si l'on peut dire. Sauf que cette décision politique nuit aux intérêts économiques de nombreuses filières, dont la porcine qui crie famine.

Et donc pour continuer de commercer en rond il faut lever l'embargo. C'est énorme. Nous ne trancherons pas ici du bien fondé de cet embargo, mais voir une filière à fort pouvoir s'insurger contre la politique de son Pays au seul motif que cela lui fait perdre de l'argent est annonciateur du monde de demain. Avec les accords de libre échange en cours de négociation à Bruxelles, un groupe comme CIRHYO pourra attaquer devant un tribunal arbitral l'Etat et lui demander des dommages et intérêts pour la perte subie, alors que l'Etat aura a priori agi dans l'intérêt suprême des citoyens que les industriels rêvent de transformer en consommateurs dociles et irresponsables. Il peut cependant lâcher une telle phrase avec superbe et arrogance. Il aura aussi plus tard l'outrecuidance de s'en prendre au porte parole du collectif d'opposants en le traitant d'imbécile avec cette formule popularisée par Coluche « la culture c'est comme la confiture, moins on en a, plus on l'étale ». Hors de propos, gratuite et blessante, elle n'aura comme seul mérite que de faire rigoler une poignée de réactionnaires et de montrer le vrai visage d'un PDG cynique. Un dérapage en tout cas que le maire aurait dû sanctionner, tout comme la salle s'est elle-même offusquée à raison quand le porte parole des opposants s'est permis un parallèle honteux entre le maire et Louis XVI.

Le PDG commence par vanter l'arrivée de son groupe à Ars, allant jusqu'à dire que « s'installer dans une région assise sur un tas de céréales avec des cochons qui vont les manger, ça a du sens, ou alors il ne comprend plus rien à rien ». Qu'il se rassure, nous ne voulons pas plus d'usine à cochons que de céréaliers intensifs qui détruisent notre terre et les nappes phréatiques avec la chimie lourde qu'ils déversent. Comme le dit Vandana Shiva, « c'est une agriculture de mort, pas une agriculture de vie, ce sont des agriculteurs sans respect du vivant qui ont perdu le savoir ancestral de la Terre ». Mais revenons à sa phrase pleine de bon sens où comme dirait Obélix nous expliquant l'économie de l'offre et de la demande, moi y'en a avoir du cochon, toi y'en a avoir des céréales, nous y'en a pouvoir s'entendre ». Sûr. Sauf que un peu plus tard dans la réunion, interrogé par le public, il reconnaîtra donner des tourteaux de soja venant d'Amérique latine ! Pas du maïs de l'Ain. Il en fera d'autres mais restons sur l'alimentation.

C'est une des raisons pour lesquelles on doit refuser l'élevage intensif partout sur la planète. Nous avons fait de l'Amérique latine le principal pourvoyeur mondial du soja, vorace en terres agricoles, responsable de la déforestation de l'Amazonie et partout de l'expulsion des populations indigènes (qu'on peut tuer en toute impunité s'ils s'accrochent à leurs arbres). Le responsable n'est pas le soja bien sûr mais les groupes financiers et agro-industriels, donc en premier lieu les hommes qui y travaillent. M. LE BAS se cache derrière l'argument du choix politique de la France, il n'y est pour rien. C'est un choix de société. Mais qui force cet homme à agir contre son gré, à faire sienne une phrase qui contient « oui je sais que le tourteau de soja est une aberration, destructeur de vie partout où il est produit, entraînant des milliers de kilomètres de transport en menaçant aussi les dockers qui les manipulent (etc.) mais ce n'est pas de ma faute, c'est un choix politique, un choix de société, ce n'est pas moi qui fait les lois » ? Ce qui insidieusement nous place au même rang de responsabilité que lui et ce qu'ils n'auront de cesse de mettre en avant dans la soirée, avec l'appui surprenant de l'élu du canton qui se propose « de venir voir dans nos frigos si notre consommation est cohérente avec notre refus d'un élevage intensif ». Au secours !

Qui force un homme à diriger un groupe complice de cet état de fait ? Personne bien sûr, donc le moins qu'on puisse en attendre est qu'il assume, assis sur son tas d'or, son désengagement de l'humanité. Il peut aussi démissionner (on ne sait jamais, une prise de conscience...) et s'installer, comme ceux qui nous fournissent, dans une exploitation à taille humaine vivant d'une pluriactivité et non d'une monoculture. Certes ils ne sont pas millionnaires mais quel plaisir on a à leur serrer la main et à voir leur élevage (essayez de rentrer visiter une usine à cochon, vous aurez plus de chances d'être autorisé à visiter la centrale du Bugey). Fort heureusement de plus en plus d'agriculteurs font machine arrière.

« Le tourteau de soja c'est bien car c'est riche en protéines nécessaires au cochon » Sauf que le choix du soja est un choix économique, c'est le meilleur rapport qualité prix, (exception faite du désastre de sa production et du transport) et le fait qu'il ait beaucoup de protéines permet un engraissement plus rapide du cochon. Pendant des milliers d'années le porc français s'est vendu sans soja... mais c'était moins rentable. Comme il n'est pas rentable d'avoir un cochon ayant une activité physique qui lui fait dépenser les protéines qu'il mange. D'où l'intérêt d'un camp de concentration où l'animal n'a aucune chance de piquer un cent mètre synonyme d'une semaine de perdue à la vente. Il faut le gaver vite, avec du soja donc et un savant mélange de vaccins, d'hormones et d'antibiotiques qui ont, sous couvert de « bien être animal » la chance d'accélérer la croissance. (bon, il va en rester un ch'ti peu dans la viande et dans le lisier mais faut savoir ce que vous voulez, du cochon à bas prix pour le barbecue du dimanche ou sucer des cailloux sur un tas de désespoir ?)

L'élevage intensif est la seule option de l'agro-industrie. Le modèle de demain est une tour en ville dans laquelle on concentrera sur plusieurs étages animaux, végétaux, méthanisation etc. permettant au rez-de-chaussée la vente directe de la production à l'habitant de la mégapole (ce n'est pas une blague)...

Déconnecter le vivant du sol, vider de son sens l'agriculture puisque les terres agricoles seront de toute manière mortes d'un usage intensif, chimique...

Ce modèle d'élevage intensif repose sur un capitalisme financier fou. Là il faut près de 4 millions d'investissement amortissable sur 15 ans (pendant lesquels, nous rassurent-ils, ils auront tout intérêt à entretenir l'usine pour qu'elle crache du cochon dans de bonnes conditions et qu'ils ne perdent pas d'argent). « 4 millions, ce n'est pas à la portée d'un petit éleveur se rengorge-t-il, mais c'est possible pour notre coopérative ». Quel tort les coopératives agricoles de producteurs auront-elles apporté à ce joli mot de coopérative et à son sens premier de coopération entre individus. Combien d'éleveurs indépendants pourrait-on installer sur le territoire avec 4 millions sans aller faire la fortune d'actionnaires lointains...

Ici il nous promet 6 emplois salariés dans sa porcherie moderne. Qui veut d'un tel emploi pour ses enfants ? Tourner dans un espace fermé avec 5000 porcs couinant leur stress et produisant des tonnes de lisier nocif et malodorant 8 heures par jours. (Certes à défaut d'autre chose diront les amoureux de l'humain, il vaut mieux ça que le chômage etc.) Sauf qu'en général ceux qui acceptent ces postes mal payés sont plutôt issus de l'immigration.

Nous ne leur ferons pas de procès d'intention sur la maltraitance animale, mainte fois observée et filmée dans ces usines. Les ouvriers sont obligés, pour préserver leur santé mentale, d'effectuer une distanciation et de chosifier l'animal ce qui conduit le moins stables à des comportements indignes facilités par un encadrement tolérant. Rien ne dit qu'il en sera ainsi ici comme rien ne nous permettra de savoir ce qui s'y passe, les industriels se retranchant derrière le secret industriel et le droit à la propriété privée pour empêcher toute transparence. Pour autant, la garantie que personne ne jouera au foot avec un porcelet ou

ne lui fera de piqure avec un dard électrique pour le plaisir de l'entendre couiner, ne saurait en aucun cas cautionner une usine animale. Ces emplois sous qualifiés et sous payés à grand risque sanitaire et déshumanisant ne peuvent en aucun cas être projet d'avenir. Si on ajoute les subventions obtenues, les exonérations de charges et autres réglementations accommodantes, il est sûr qu'on va dans le mur, c'est ce que dit d'ailleurs la FAO.

5000 porcs

Revenons sur les 5000 porcs. C'est une formule. En réalité il n'y en aura que 4599. Ah bon, ça va alors j'ai eu peur. J'ai l'air de blaguer mais nous touchons là un point important de désinformation et de guerre de chiffres.

Les élevages intensifs ne sont pas nouveaux et sont dénoncés depuis des dizaines d'années mais prennent maintenant des proportions incroyables pour toutes sortes d'animaux, y compris poissons et crustacés.

La polémique récente sur la ferme des mille vaches l'illustre. Le chiffre semblait tellement énorme que le permis n'a été accordé qu'à 800 vaches. Et c'est passé. Imaginez pourtant 800 vaches dans un entrepôt...

Des projets comme celui-ci il en fleurit partout, avec une sorte de surenchère, comme une ferme de 10000 vaches en Chine. Qui dit mieux ? Déjà ça fait passer la pilule chez nous ; « regardez comme nous sommes raisonnables » Sauf que cette course au gigantisme d'un côté et à la concentration des propriétaires n'a pas de fin et que notre accoutumance à l'inacceptable ne tient qu'à l'art du dosage, où suivant le principe du vaccin, la dose de poison doit être acceptée par le corps... Aujourd'hui cet élevage à Ars, demain un autre à Misérieux ? A Frans ? Aujourd'hui 5000, demain 6, 7, 10000 ? Aujourd'hui des porcelets, demain des porcs, des veaux, des vaches ?

On entre dans le piège des chiffres qui nous fait regarder le doigt plutôt que la lune. Un élevage n'est acceptable que s'il s'intègre sans perturber son écosystème. Il faut de l'eau, des terres, de la nourriture et une diversité d'espèces adaptées au territoire où tout le vivant (animaux, végétaux et humains) peut vivre en équilibre. Un élevage devient intensif dès qu'il rompt cet équilibre, avec en plus un critère de densité au m². Alors que la COP 21 est dans tous les esprits, il est bon de rappeler que l'élevage intensif est la première cause de réchauffement climatique avec les déjections, la déforestation, l'alimentation intensive, le transport, la consommation énergétique, que cela suppose. En clair, la planète va se réchauffer de 3 à 6° d'ici 2100 en grande partie à cause des élevages intensifs.

Alors une fois de plus on s'est battu sur des chiffres, les uns soutenant 2500, les autres 4500... mais aucun de ces chiffres n'est acceptable ! Dans les deux cas c'est trop !

Il faut noter l'ingéniosité des industriels pour « faire passer la pilule ». Ils ne parlent pas en tête de bétail mais en « animal équivalent ». Ainsi une truie vaut 3 et un porcelet 0,2. Comme au Monopoly, un hôtel rue de la Paix vaut plus que rue Paradis. Voilà voilà. On retrouve les mêmes ficelles que l'industrie agroalimentaire avec ses doses journalières maximales ou admissibles, ou l'industrie chimique...

Cette volonté de masquer la réalité doit suffire à disqualifier celui qui emploie de tels procédés. Il aura fallu qu'un auditeur intervienne pour qu'on comprenne la plus belle supercherie ; les industriels ne comptent pas les porcelets sous la mère ! Il n'est comptabilisé que lorsqu'il mange seul ! Subtil.

Le paysan d'antan était réputé pour être quelqu'un de droit, fier, dont le contrat tenait à une poignée de main les yeux dans les yeux. Là nous avons affaire à des industriels qui se tortillent sur leur chaise, font mine d'être exaspérés par nos questions légitimes pour essayer de comprendre et restent évasifs voire volontairement trompeurs quand ils sentent que les réponses pourraient déplaire. Réussir à faire dire au PDG qu'il s'agissait d'un élevage intensif a coûté beaucoup d'efforts à celui qui s'y est employé. (On ne parle pas d'agriculture intensive mais conventionnelle, pas de pesticides mais d'intrants...)

Si on compte tout, il y a bien 4599 cochons, tous sexes et âges confondus, et il n'est pas impossible que demain, parce que ce n'est pas facile de pointer tout ce beau monde, par inadvertance, on en mette un peu plus que l'autorisé...

Par contre ils sont tous de la même race, sélectionnée génétiquement pour être la plus apte à vivre dans ces conditions, pour croître plus vite, pour résister aux traitements infligés, pour fournir une viande standardisée etc. Cet appauvrissement de la biodiversité est une autre raison de refuser les élevages intensifs. La nature et les paysans ont mis longtemps à sélectionner des espèces adaptées à leur région. Les supprimer au profit d'une seule hors sol, c'est s'interdire tout retour en arrière pour les générations futures, d'aucuns pourraient parler de crime contre l'humanité. Mettez dans une poêle une côte de porc d'usine et une d'élevage bio en plein air, regardez laquelle fond puis goûtez les.

La truie vaut 3. En même temps la pauvre, elle déguste. Là on ne sait pas trop dans quelles conditions elle va s'épanouir car malgré de nombreuses questions le PDG est resté silencieux. Il nous dira d'ailleurs à un moment, sans doute exaspéré par nos questions alors pourtant qu'il était venu lever nos doutes, « laissez nous faire notre métier » Enfin. Quand même.

Si on extrapole à ce qui se passe ailleurs et nonobstant la volonté affichée de notre trio d'industriels de « privilégier le bien être animal », la truie n'aura pas de saillie naturelle mais une insémination artificielle à fréquence le plus rapproché possible. Une machine à cracher du porcelet et du lait jusqu'à ce que mort s'ensuive. Elle est munie de plus de mamelles que de nature par manipulation génétique pour nourrir plus de porcelets, ce qui l'épuise et provoque des mammites que l'on peut heureusement traiter chimiquement. Elle est beaucoup couchée, souvent dans une cage pour ne pas qu'elle se relève et se faisant refuse un allaitement voire écrase un petit, ce qui vous en conviendrez est un gros manque à gagner. Au terme de cette vie bien remplie elle part guillerette et fière de la mission accomplie vers l'abattoir le plus proche, mais c'est une autre histoire.

On peut établir un parallèle avec l'industrie manufacturière où quand le moule est usé il faut le changer, ce qu'on ne fait pas de gaieté de cœur car cela ralentit la production et oblige à en racheter un neuf.

Heureusement nous payons des impôts qui permettent à des chercheurs de l'INRA de travailler là-dessus pour améliorer nos performances, faire du cochon français un modèle d'excellence pour nourrir la terre entière, trouver le moyen de diminuer le stress, le temps de gestation, augmenter la vitesse de croissance...

L'agriculture chargée dans le contrat social de nourrir la population tout en entretenant et préservant les campagnes est devenue une ligne de PIB qui participe à une balance des paiements à l'exportation, contrebalance les milliards importés en objets de consommation et en énergie. Elle nous sauve d'un déficit extérieur colossal, comme l'industrie de l'armement. C'est un choix de société nous dira à juste titre le maire. Et c'est à nous citoyens de nous lever contre ça... ou de nous resservir une tranche en silence, complices devant les générations futures que nous aurons élevées sans valeurs.

Une artiste en costume de cochon a pris le micro pour nous dire avec humour ce qu'est la vie d'une truie en élevage intensif.

Le porcelet vaut 0,2 sans que je sache en l'état si une *porcellette* vaut un porcelet, si on en *détruit* à la naissance par rapport à un ratio, à un rendement meilleur pour l'un que pour l'autre ou à une commande de celui qui derrière va faire l'engraissement. Combien d'animaux crèvent ou sont tués, malformés de naissance ou non et que deviennent les cadavres ? Dans tous les cas normalement on lui coupe la queue pour qu'il ne se la fasse pas bouffer par un copain bigleux, on lui rogne les dents et on le castré même si là aussi je ne suis pas très fort sur l'état de la législation (il semble que la castration chimique prime sur la mécanique). Le tout sur caillebotis qui lui évite dès la naissance de s'intéresser au sol qui, s'agissant d'un animal fouisseur, n'est pas sans intérêt.

Quant au mâle reproducteur il passe la journée devant la télé à regarder en boucle « plus belle la vie » en sirotant des pina coladas et en attendant qu'une hôtesse prévenante ne vienne récolter sa précieuse semence. Mais là encore je ne suis pas sûr et ce pourrait être un tantinet sexiste...

Si on accepte de tels agissements à nos portes, qu'en est-il de notre humanité ?

Les opposants

Dans la salle au bout d'un interminable tunnel où le PDG puis un employé nous aurons lu des pages de *power point*, un spectateur intervient et libère la parole. Il n'en ressort pas d'objection globale au projet, seulement des objections sur tel ou tel point du projet, jusqu'à la fin de réunion ou une participante enseignante en Lycée agricole fera plusieurs remarques pertinentes sur la globalité.

On aura parlé de manque de communication de la mairie sur le dossier, d'amiante sur le toit, de circulation d'air dans la porcherie, d'odeur et de vent dominant pour savoir si ça sent ou non... et même le représentant du collectif ne sera pas clair sur un rejet ferme et définitif d'un élevage intensif. L'ensemble donne l'impression qu'il suffirait de quelques progrès ou investissements des industriels pour qu'on accepte le dossier. « Vous ne pouvez pas mettre des filtres à air, un couvercle sur la fosse à lisier, faire attention à l'amiante de la toiture si vous faites des travaux... » En gros oui à l'élevage intensif si on peut faire les 3 singes ; ne rien voir, ne rien entendre, ne rien sentir.

Il y en a pour dire comme d'habitude sur le principe NIMBY qu'on n'en veut pas ici et « qu'ils ont qu'à l'implanter ailleurs leur cochonnerie (sic) ». On continuera de manger du cochon sans s'inquiéter de sa provenance, des conditions de vie du porc, d'abattage, de fabrication du jambon, de ce que l'on met dans

le jus du jambon sous cellophane pour le conserver, lui donner une belle couleur... Pourvu que la porcherie ne soit pas sous nos fenêtres. Ce qui fera dire à un participant un peu rustre que les « néoruraux mythomanes feraient mieux de se mêler de leurs affaires et de laisser les agriculteurs faire comme bon leur semble » C'est sûr qu'au vu du bilan de l'agriculture française ce serait criminel de s'en mêler. Agriculteurs ne pouvant plus vivre de leur exploitation, certains se suicidant, ne survivant qu'avec des subventions ou le travail de l'épouse, obligation d'aller crier misère devant les préfetures pour obtenir subsides et aménagements pour continuer comme avant. Produits gorgés de pesticides que ces producteurs ne consomment pas eux-mêmes sachant ce qu'ils ont mis dedans. Terre morte, nappes phréatiques polluées, recours nécessaire comme un drogué à de plus en plus d'engrais chimiques, de pesticides, avec des rendements qui plafonnent voir régressent. Endettement massif. Augmentation exponentielle des cas d'autisme (lié aux désherbants), des cancers, leucémies, maladies respiratoires, perte de fertilité chez les hommes, malformations congénitales... Obligation d'aller chercher l'eau profonde pour des cultures inadaptées et le réchauffement climatique qui provoque une boucle de rétrocession. Je m'arrête. Tout baigne en effet. Laissons-les faire. Arrêtons-nous devant ce paysage bucolique, ce paysan au loin sur son tracteur dans son champ qui se rapproche. Et dès que vous voyez cette machine agricole diffusant engrais ou pesticides, partez vite avec votre vélo : sur le bidon du produit qu'il disperse il y a une tête de mort et vous risquez au mieux une belle migraine. L'agriculteur, lui, doit travailler avec une tenue de cosmonaute et s'abriter dans sa cabine étanche sinon gare au crabe. Si vous êtes kamikaze, demandez-lui ce qu'il déverse et si ce n'est pas dangereux pour la santé. Pour plus de rentabilité il détruit les fossés, les haies, les paysages, la faune et la flore. Mais ne vous mêlez pas de ça néoruraux. « Laissez-nous faire notre métier » comme dirait l'autre.

Alors ils étaient bien gentils les opposants qui commençaient souvent leur intervention par « je n'ai rien contre les agriculteurs » voir « j'en ai dans ma famille » ou « je suis fils d'agriculteur ». Que de précautions oratoires pour préserver le fil du bien vivre ensemble quand en face ils se font siffler, insulter et qu'on les renvoie sans ménagement. « Je n'ai rien contre le projet/les agriculteurs mais ne pourrait-on pas réfléchir à l'améliorer avec un capteur d'air ? » Alors appelons un chat un chat. Celui qui veut poursuivre cette course folle n'est pas un agriculteur, n'a plus de bon sens paysan, n'a plus le savoir ancestral et la connaissance de la terre. Il ne fait que répondre à des injonctions mercantiles à essayer de garder la tête hors de l'eau en entraînant dans la noyade celui qui pourrait le sauver. Il fait un autre métier qui devrait porter un autre nom. D'ailleurs on parle de néopaysans pour ceux qui ayant pris la mesure du désastre essaient de faire autrement.

Il y a quand même un point important qui a été abordé, c'est l'épandage du lisier, cause fondamentale du refus de ces élevages intensifs. Même si les questions portent souvent sur la nuisance olfactive, plus que sur la pollution chimique, car c'est un produit chimique. 5000 porcs, même les petits sous la mère qui comptent pour du beurre, ça envoie du lourd. On annonce 9300m³ par an (9300 pour la police, le double pour les manifestants) pour lesquels est prévu un plan d'épandage qui respecte la loi et se veut rassurant. C'est un problème comme dirait Claude Bourguignon, « on a pensé au bâtiment d'élevage intensif, mais pas au *merdocuc* pour évacuer les déjections des occupants ».

On peut avoir quelqu'un qui vient s'asseoir devant nous pour nous dire qu'il va améliorer son résultat net en faisant du cochon (c'est son truc, d'autres font du lait, de l'œuf, du poulet), qu'il va garder le bénéfice pour lui (déjà 3 millions mais peut mieux faire) mais que pour les nuisances, pollution olfactive, sanitaire pour les cas d'asthme et maladies pulmonaires avérées et des nappes phréatiques, c'est à nous de voir. Lui il va épandre dans les champs alentour le lisier et il s'en lave les mains. Il a trouvé une quinzaine de paysans complices qui récupèrent un engrais chimique gratuit (il parle lui d'engrais naturel sans allongement nasal), au lieu d'en acheter du chimique. Les paysans bénéficiaires ne seront pas copains du coup avec ceux qui ne veulent pas de ce projet, étant entendu qu'un sol non meurtri n'a pas besoin d'engrais ou du moindre intrant comme ils disent.

Avec le lisier de porc, on est un peu comme avec le plomb, l'amiante, le diesel, le bisphénol A, le tabac... On sait que c'est nocif mais les industriels usent de toutes leurs armes pour prolonger les bénéfices au détriment des riverains ou consommateurs. Quand ils sont bons, l'intox peut durer plus de cent ans.

Dans le lisier il y a plus d'une centaine de composants chimiques, des bactéries, des parasites, des virus, des antibiotiques et autres résidus médicamenteux, transmissibles à l'homme par eau ou l'ingestion de produits crus. A côté l'odeur est un moindre mal. Il faudrait un contrôle de l'ensemble à la sortie avant épandage tout comme des études scientifiques, donc indépendantes, pour s'assurer de la non nocivité à

court, moyen et long terme, pour l'homme, le vivant et l'environnement. Regarder par exemple de plus près les réactions chimiques entraînant la formation de particules fines, à l'épandage, extrêmement nocives pour l'homme, en particulier les femmes enceintes, les enfants en bas âge et les personnes âgées et dont on sait qu'elles réduisent l'espérance de vie. Pas fait. Pas prévu. Quand on ne cherche pas, on ne trouve pas. Ils nous endorment avec un pendouillard (sic), appareil qui jette le lisier à ras du sol au lieu de le projeter en l'air. Dormez braves gens, nous on épand.

On n'a pas parlé d'eau non plus, quantité, provenance et destination des eaux usées... sujet vaste quand on sait combien elle est précieuse et rare et combien elle va manquer aux générations futures voir à nous-même quand on nous prédit des crises dans les 20 ans qui viennent... La guerre de l'eau a déjà commencé sur la planète.

On termine avec une synthèse d'un homme providentiel, l' élu du canton, M CORMORECHE qui trouve que tout va bien dans le meilleur des monde, que c'est un bon projet, qui balaye d'un revers de main les objections, qui trouve que l'important c'est les 6 emplois et que la population si elle est opposée au projet devrait acheter sa nourriture en magasin de producteur et non chez Lidl pour le prouver. Non ? Alors on y va. Parole d'expert puisque c'est un élu, qui plus est bio-industriel donc il sait de quoi il parle. Lourd et indigeste en dessert.

Il ne sera donc pas sorti grand-chose de constructif de cette réunion et loin d'avoir fait se rapprocher des hommes qui vivent sur un même territoire, on a l'impression que les propos outranciers et les invectives ont plutôt éloigné et laisseront des cicatrices.

L'usine à cochon n'est pas un problème d'experts qui se balancent des chiffres que l'on interprète comme on veut, ce n'est pas un problème de procédure et de recours devant les tribunaux. La loi est faite pour ces projets. C'est un problème de société, de tripes et de cœur, de citoyens qui s'engagent dans leurs pratiques et consommations à faire attention à ce qu'ils mangent. C'est par une prise de conscience de l'inacceptable, et cette usine peut être un catalyseur, que l'on peut choisir sur un territoire d'implanter des élevages respectueux de l'homme et de l'environnement plutôt que des industries capitalistiques qui n'apportent que nuisance et désolation. Nous pouvons le faire, ou laisser faire. C'est parce qu'on est conscients et motivés que l'on peut faire bouger les lignes sur notre territoire, pas en restant dans un modèle qui a prouvé sa dangerosité.

Nous attendons de savoir quelle position va prendre le collectif pour la suite à donner à cette réunion, quelles recommandations va rendre le commissaire enquêteur, si le permis sera accordé ou non à cette usine, quelle sera votre réaction et motivation suite à la présente, pour savoir si nous nous impliquerons plus avant dans ce dossier.

CYRHIO dans son slogan « construit l'avenir de nos élevages ». A nous de construire l'avenir de nos enfants, sans élevage intensif.